

La Tunisie un an après la révolution

La situation actuelle en Tunisie comporte plusieurs difficultés à différents niveaux :

L'économie est caractérisée par un héritage lourd, une croissance négative, des ressources en devises très faibles et un taux de chômage en hausse. En effet la population active est en croissance rapide, ce qui augmente le nombre de personnes sans emploi. De même, l'incidence de la révolution sur la capacité de production, le manque de confiance des investisseurs et l'insécurité locale font baisser l'activité économique à court terme notamment dans les secteurs de l'industrie et du tourisme, avec pour corollaire la suppression des emplois existants.

En outre, l'inadéquation entre demande et offre de main d'œuvre qualifiée accroît le malaise social, en occasionnant un nombre de chômeurs diplômés très important, surtout devant un gouvernement attentiste qui peine à trouver des solutions adéquates à des besoins urgents.

Le secteur du tourisme n'est pas toujours prêt à relever les défis, de même l'agriculture ne se porte pas mieux, les exploitants agricoles souffrent en effet des augmentations de toutes leurs charges. En fin, les consommateurs ne sont pas épargnés et ils souffrent le martyr à cause de la cherté de la vie.

L'actualité sociale est par ailleurs submergée par le bouillonnement des régions défavorisées qui se sentent encore marginalisées malgré leur rôle primordial dans le déclenchement du mouvement révolutionnaire qui a abouti au renversement de l'ancien régime. La Tunisie post révolutionnaire est aussi souvent caractérisée par la constatation grandissante des jeunes en chômage dont le nombre dépasse les huit cents milles avec un nombre très important de diplômés universitaires, ces jeunes se sentent délaissés malgré leur rôle essentiel dans la chute de la dictature.

L'aide a tendance à se faire attendre. En effet les pays occidentaux formulent une certaine crainte vis-à-vis du contexte politique actuel où l'ouverture démocratique n'est pas encore claire et où des signes de radicalisation religieuse ont tendance à apparaître :

(Multiplication des manifestations salafistes avec attaques contre des signes démocratiques et parfois de faux problèmes de questions marginales dont le but est de détourner l'attention du peuple quant aux véritables problèmes qui le préoccupent et qui vont déterminer l'avenir du pays comme l'emploi, la constitution, la justice, la relance économique et le développement régional).

Le mouvement syndical agit pour la réalisation d'une paix sociale et la garantie d'un travail décent aux citoyens. Recherche de l'application du droit et manifestation en cas d'injustice, ce qui impose souvent une tension entre l'organisation syndicale la plus représentative du pays (l'UGTT) et le gouvernement (qui manque d'expérience) avec la multiplication des mouvements de grève d'une part et actions agressives contre les locaux de l'UGTT et certains syndicalistes d'autre part.

Les rapports entre le gouvernement et l'opposition sont eux aussi entachés de tension et de manque de conciliation. Les partis d'opposition multiplient les critiques de l'inaction gouvernementale et de son manque de collaboration avec eux. De son côté, le gouvernement crie au complot et déclare qu'il est le dépositaire de la légitimité électorale du fait de la majorité constituée par sa coalition politique.

Malgré les difficultés conjoncturelles et les graves problèmes socio-économiques légués par le régime déchu, la Tunisie parviendra à surmonter les obstacles et devra assurer un avenir radieux pour ses enfants. L'histoire trois fois millénaire de notre pays nous a toujours enseigné que notre peuple, connu pour être pacifique, n'a jamais manqué de courage et de détermination pour se rebeller contre l'injustice dès lors que sa dignité est bafouée. Le soulèvement qui a fini par chasser la dictature le 14 janvier 2011 en est la dernière illustration. Peut-on imaginer un seul instant que ce peuple si fier de retrouver sa dignité et sa liberté, accepterait de vivre sous le joug d'une nouvelle dictature ? Peut-on croire un instant qu'une minorité d'illuminés « extrémistes » pourra imposer un modèle de société autre que celui auquel aspire la grande majorité des Tunisiens ? Un modèle de société qui intègre l'identité arabo-musulmane de notre pays mais qui est également ouvert et tolérant tout en prônant la démocratie et le respect des minorités ? Une

Tunisie moderne à l'usage de tous les réformateurs qu'a connu notre pays dans la fin du dix-neuvième siècle.

Mon optimisme tire sa justification des arguments évoqués et il est renforcé par certains indices actuels :

-Les indices positifs apparaissent tout d'abord à travers la décision du parti majoritaire Ennahdha qui a officiellement tranché sur la question de la charia et qu'il se contente de l'inscription de l'article premier de la constitution à savoir « La Tunisie est un pays libre, indépendant, souverain, ayant pour religion l'islam, pour langue l'arabe et pour système la république ». Cette décision d'Ennahdha est très positive bien qu'elle l'écarte d'une partie de sa base radicale. Elle permet en effet d'assurer un consensus avec les forces démocratiques et la grande majorité des tunisiens qui tiennent à un Etat civil et démocratique qui respecte leurs convictions religieuses.

Le deuxième indice est la décision prise par le gouvernement provisoire relative à la fixation de la date des prochaines élections qui aura lieu au plus tard en juin 2013, ainsi que la confirmation de l'instance supérieure indépendante des élections pour les organiser. Ces deux décisions ont permis de rassurer l'opinion publique aussi bien nationale qu'internationale.

Le dernier indice c'est la tendance vers le regroupement des partis politiques pour constituer un front capable d'assurer l'alternance, ce qui permettra de constituer les bonnes conditions pour la consolidation de l'expérience démocratique. En plus, les citoyens sont très vigilants dans la poursuite des travaux de l'Assemblée constituante, pour le respect des valeurs universelles dont la démocratie, la liberté et les droits de l'homme et de la femme. De même, l'UGTT veille sur la garantie des droits des travailleurs, de leur liberté et de leur dignité dans un Etat de droit., une société civile disposant d'un grand dynamisme, une opposition très vigilante, des femmes interpellées par leurs droits menacés par un risque de changement rétrograde sont présents partout pour remettre les pendules à l'heure.

Donc optimisme avec Vigilance, Vigilance, Vigilance.

Samia Bouslama Letaief

Union Générale Tunisienne du Travail